



**Société de Saint Vincent de Paul**  
***Conseil Régional de***  
***l'Ontario***

**COMITÉ DE LA VOIX DES PAUVRES**



## **Élection de l'Ontario 2018**

La Société de Saint-Vincent de Paul est un organisme de bienfaisance enregistré à but non lucratif qui dessert nos voisins depuis 1846. Chaque année, en Ontario, plus de 5 000 de nos bénévoles rendent visite à plus de 170 000 personnes qui offrent de l'aide comme de l'amitié, des chèques-cadeaux pour de la nourriture et des meubles. En partenariat avec d'autres ordres de gouvernement, notre société exploite également des refuges, des logements abordables, des maisons pour personnes ayant une déficience intellectuelle et des résidences pour les personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale ou de toxicomanie..

Grâce à notre vaste expérience auprès des personnes dans le besoin partout en Ontario, nous sommes très conscients des défis et des obstacles auxquels de nombreuses personnes font face quotidiennement. Nous plaidons pour que les éléments suivants soient pris en considération par tous les partis et candidats lors des prochaines élections de 2018 en Ontario afin d'aider nos voisins dans le besoin à améliorer leur qualité de vie.

### **Le logement abordable**

Lors de nos visites à nos voisins dans le besoin, nous avons appris que le plus grand obstacle auquel la plupart des gens font face est le coût excessif d'un logement sûr et sécurisé. De nombreuses études et rapports ont confirmé que le fait d'être sous-logé ou mal logé entraîne une dégradation de la santé physique et mentale de la personne. Cela contribue également à créer des obstacles insurmontables pour les personnes cherchant à échapper à la pauvreté et à améliorer la qualité de vie pour elles-mêmes et leurs familles.

Réciproquement, grâce à l'exploitation de nos divers refuges, résidences et participation à la création et à la gestion d'un immeuble de logements abordables par notre société affiliée VincenPaul Family Homes Corporation, nous avons constaté les effets positifs profonds sur les familles de l'offre de logements sûrs et abordables. Nous avons vu la santé des gens se rétablir et les familles réussissent à trouver un emploi et à accéder à l'éducation. Ces familles et individus sont mieux outillés pour contribuer et participer à la croissance de l'économie de l'Ontario.

Nous reconnaissons que la solution à la crise du logement abordable en Ontario doit être résolue par divers moyens et approches. Les subventions au loyer pour trouver un logement sur le marché locatif privé constituent une réponse inadéquate au problème. Nous croyons que la solution à la crise du logement abordable doit inclure un investissement substantiel dans la fourniture de logements sociaux abordables.

Nous croyons que le moment est venu pour le gouvernement provincial de l'Ontario de coordonner la participation des gouvernements municipal, provincial et fédéral, ainsi que des secteurs sans but lucratif et privés, afin d'atteindre cet objectif.

La politique nationale du logement récemment publiée par le gouvernement fédéral et la volonté exprimée par de nombreuses municipalités de travailler avec les autres ordres de gouvernement afin de réduire leurs listes d'attente excessives en matière de logement abordable offrent une occasion opportune. Un investissement dans la fourniture de logements sociaux à prix abordables stimule l'économie en mettant les gens au travail et améliore la qualité de vie des résidents.

**En tant que candidat à la législature provinciale, que ferez-vous, vous et votre parti, pour augmenter l'offre de logements abordables en Ontario?**

## **La sécurité du revenu et la réforme de de l'aide sociale**

Lors de nos visites, nous avons constaté de première main comment le modèle d'aide sociale de l'Ontario ne répond pas aux exigences de l'évolution des réalités économiques. L'aide sociale ne peut plus être qualifiée de mesure à court terme visant à fournir un filet de sécurité pendant que les gens cherchent un emploi. En fait, de nombreuses personnes qui travaillent à temps plein vivent en dessous du seuil de pauvreté. La nature bureaucratique et punitive du régime d'aide sociale fait peu pour aider les gens à sortir de la pauvreté. Nous souscrivons au concept selon lequel l'aide sociale devrait être repensée pour englober un modèle de revenu standard minimum et étendre les prestations à tous les ménages à faible revenu.

Nous appuyons le projet pilote de revenu de base actuellement en cours dans certaines collectivités de l'Ontario. Ce projet important fournit de l'information très utile et des résultats mesurables qui aideront l'Ontario à apporter des réformes positives à notre modèle d'aide sociale. Nous espérons que toutes les parties sont favorables à la conclusion de ce programme.

Nous sommes également encouragés par les recommandations présentées dans le rapport sur la Sécurité du revenu: une feuille de route pour le changement. Nous croyons que ce rapport réussit à décrire une approche pratique, exhaustive et progressive de la mise en œuvre de la réforme de l'aide sociale au cours de la prochaine décennie.

Augmenter les taux d'aide sociale pour les personnes vivant dans la pauvreté la plus profonde et maximiser la disponibilité de toutes les sources de revenu potentielles sans pénalité aidera à atteindre l'objectif ultime de l'aide sociale; sortir les gens de la pauvreté et les aider à faire des progrès significatifs. Le revenu supplémentaire peut avoir un effet multiplicateur sur les économies locales, lorsque les gens ont plus d'argent à dépenser localement pour les biens et services.

**En tant que candidat à l'assemblée législative provinciale, est-ce que vous et votre parti appuierez la poursuite du projet pilote de revenu de base? Est-ce que vous et votre parti appuierez les recommandations énoncées dans le rapport sur la «Sécurité du Revenu, Feuille de route pour le changement»?**

## **Lois du travail équitables**

Les lois du travail de l'Ontario sont devenues de moins en moins adaptées aux réalités de notre économie moderne. Selon la façon dont elle est mesurée, on estime que 20 à 30% de tous les travailleurs de l'Ontario sont maintenant engagés dans des emplois précaires ou vulnérables. Cela se caractérise par de bas salaires, un régime foncier précaire, des heures de travail à temps partiel involontaires et peu ou pas d'avantages.

Reconnaissant la nécessité d'une réforme, le gouvernement a demandé en 2015 à un groupe d'experts d'envisager des modifications à la Loi sur les normes d'emploi et à la Loi sur les relations de travail. Après une étude approfondie et une consultation avec les parties prenantes concernées, le panel Changing Workplaces Review a publié 173 recommandations qui forment la base de la Fair Workplace, Better Jobs Act, 2017. Parmi les points saillants: une augmentation du salaire minimum à 15 \$ l'heure d'ici janvier 2019; Deux jours par année congé d'urgence payé et même salaire pour les mêmes dispositions de travail.

Nous appuyons les gains réalisés grâce au projet de loi 148 et nous étions parmi les intervenants qui ont présenté des mémoires au comité d'examen. Nous préconisons toujours d'autres améliorations, comme l'accès à la syndicalisation pour les travailleurs domestiques et agricoles, la fin des exemptions au salaire minimum pour les étudiants et les serveurs d'alcool et l'établissement de négociations sectorielles permettant aux employés des entreprises franchisées de s'organiser et de négocier avec tous les détenteurs de franchise en même temps.

Nous aimerions également nous assurer que tous les partis et tous les candidats appuient les améliorations actuelles contenues dans le projet de loi 148, notamment l'établissement d'un salaire minimum de 15 \$ l'heure en 2019. Nous devons travailler à mettre fin à cette réalité perverse, où l'emploi précaire ne rapporte pas assez d'argent pour s'élever au-dessus du seuil de pauvreté.

**Est-ce que vous et votre parti êtes déterminés à maintenir les mesures contenues dans la Loi de 2017 sur les lieux de travail équitables et meilleurs emplois, notamment la disposition visant à hausser le salaire minimum de l'Ontario à 15 \$ l'heure en 2019?**